

La CGSP mobilise les cheminots francophones et flamands pour la grève

Le patron de la CGSP-Cheminots/Acod, Michel Abdissi, confirme la grève des 6 et 7 janvier dans un tract bilingue.

PHILIPPE LAWSON

Sauf retournement spectaculaire, la grève de 48 heures à la SNCB aura bien lieu, au grand dam des navetteurs et malgré la défection des branches flamandes de la CGSP-Cheminots (Acod Spoor) et de la CSC-Transcom. Le président national de la CGSP-Cheminots/Acod vient d'adresser un tract en interne aux différentes régionales du syndicat socialiste pour mobiliser les troupes. «*Étant donné qu'aucun signal positif n'est venu de la part de la ministre Galant, en tant que président national de la CGSP-Acod, j'ai confirmé que la grève des 6 et 7 janvier aura bien lieu*», justifie Michel Abdissi, président de la CGSP-Cheminots. «*Cette action a été dé-*

cidée lors de notre dernière réunion du comité national. Ce préavis de grève couvre tous les cheminot(e)s qui souhaitent arrêter le travail du mardi 5 janvier à 22h au jeudi 7 janvier à 22h», précise-t-il pour rappeler, si besoin en est, que la levée des préavis annoncée en Flandre est une décision unilatérale et individuelle qui n'engage que ses auteurs.

Le tract est émis en néerlandais et en français. Il souligne que pour les affiliés de la CGSP-Acod, une indemnité de grève de 30 euros par jour d'action est prévue et que tout le monde est le bienvenu aux piquets de grève. Même si la grève vise directement deux mesures d'amélioration de la productivité, votées à la majorité simple à la mi-décembre et entrées en vigueur le 1^{er} janvier, la CSC-Transcom précise que l'action vise, in fine, le plan stratégique de la ministre de tutelle, Jacqueline Galant (MR).

D'après Isabelle Bertrand, secrétaire nationale de la CSC-Transcom, les deux mesures dénoncées par les syndicats sont la conséquence des obligations du plan stratégique de la ministre libérale. Elles visent une augmentation de la durée effective du travail et une réduction des jours de crédit.

Evaluation de la grève

Isabelle Bertrand ne condamne pas tellement la marche arrière des responsables syndicaux flamands. «*Nous sommes d'accord sur le fond, c'est la manière qui change. Les francophones ont une culture plus latine et sont pour*

une forme de combat plus dure. Nous sommes moins disciplinés dans le sud du pays. Nos collègues flamands acceptent la médiation proposée par le Fédéral sans condition. Nous, nous voulons connaître le contenu d'abord. Ce sont deux approches qui peuvent être complémentaires», dit-elle. Une évaluation de la grève aura lieu dans la foulée.

La SNCB annonce de fortes perturbations sur le réseau. Elle prévoit des compensations pour les abonnés et ceux qui ont achetés leurs tickets avant l'annonce de la grève.

«Le préavis de grève couvre tous les cheminots.»

MICHEL ABDISSI
PRÉSIDENT
NATIONAL
DE LA CGSP-
CHEMINOTS/ACOD

Michel Hermans (HEC-ULg)

«La grève sera suivie dans les bastions du PTB»

INTERVIEW
PHILIPPE LAWSON

Pour Michel Hermans, professeur de Sciences politiques à HEC-ULg (Liège), la défection des syndicats flamands sur la grève à la SNCB est le résultat de pressions politiques du sp.a, «*nettement moins à gauche que le PS*» et du CD&V, qui veut éviter tout sabotage de son travail au sein du gouvernement Michel. «*Il est évident qu'il y a un très gros problème du côté des syndicats et la situation actuelle vient confirmer un changement de mentalité qu'on a vu lors des précédentes grèves à la SNCB*».

Comment expliquez-vous ce changement de mentalité?

Il y a une vraie pression politique au nord du pays, notamment de la part du sp.a qui est nettement moins à gauche que le PS wallon. Les socialistes flamands sont des socio-démocrates qui ont un lien fort avec l'aile flamande de la FGTB.

Par ailleurs, le CD&V, qui était perçu comme un parti à droite dans les gouvernements précédents fait aujourd'hui le travail de la gauche dans le gouvernement de Charles Michel. Son représentant, Kris Peeters, n'a pas tellement envie de se faire saboter par une grève syndicale. D'où la pression

sur l'aile flamande de la CSC-Transcom. Ces deux partenaires préfèrent trouver des solutions en étant dans le gouvernement fédéral plutôt que de tenter de le faire de l'extérieur sans aucune garantie d'y arriver.

La grève ne risque-t-elle pas de ternir encore davantage l'image des syndicats?

Il est vrai que l'image globale des syndicats est de plus en plus rejetée dans la population et au sein des travailleurs eux-mêmes qui ne voient plus vraiment leur efficacité. Plus le gouvernement fédéral avance dans ses réformes, plus les manifestations syndicales s'accroissent, mais elles ne débouchent pas sur des résultats.

On est aujourd'hui loin de l'époque où les syndicats arrivaient à faire plier les gouvernements par des actions. Les travailleurs sont donc de moins en moins enclins à suivre les mots d'ordre de grève. Ils préfèrent plier la tête et continuer à travailler afin de gagner de quoi payer leurs différentes dettes. C'est le développement des égoïsmes d'une classe moyenne qui se renforce.

Doit-on donc s'attendre à ce que plus de trains roulent en Flandre que dans le sud du pays?

Non, seulement, la grève du rail sera moins suivie en Flandre, mais je suis persuadé

qu'elle attirera également moins de travailleurs dans le sud du pays. Sauf si on leur promet des remboursements mirobolants, mais ce ne sera pas le cas. Elle sera suivie dans les bastions du PTB, notamment à Anvers, Liège et Charleroi.

Marc Goblet (secrétaire général de la FGTB, NDLR) a compris ce qu'il se passe, d'où son appel à l'union syndicale. Il est perçu comme un homme de gauche, mais une gauche du XIX^e ou encore du XX^e siècle, ce qui cadre plus avec notre époque qui vit une vraie crise sociale.

Le gouvernement fédéral ne mise-t-il pas sur la mauvaise image des syndicats en poursuivant sa route malgré les actions syndicales?

Il y a un rapport de force qui s'installe et il est marqué par une volonté manifeste de se débarrasser de la gauche. Le MR joue un jeu curieux et essaie de faire du libéralisme social. Cela semble marcher puisqu'il y a des travailleurs qui, autrefois votaient à gauche et qui accordent leurs voix au MR lors des dernières élections fédérales. On a vu que le parti libéral attire davantage de sympathisants au détriment du PS et je ne suis pas sûr que le phénomène soit bien compris au sein du PS. Le PTB prend plutôt des voix à Ecolo.